

LA GRANDE INTERVIEW

redaction@sonapresse.com

" Je dis les choses et les écris noir sur blanc "

SON arrivée au Gabon à l'âge de 21 ans, son parcours professionnel atypique, l'épopée du groupe Sogafric, ses relations avec Bongo père et fils, l'organisation des CAN 2012 et 2017, son cancer du poumon, sa vision du Gabon... Dans un ouvrage saisissant à valeur testamentaire intitulé sobrement " Mémoires en noir et blanc ", Christian Kerangall, l'homme que l'on présente comme la 1^{re} fortune du Gabon et la 3^e d'Afrique centrale (même s'il s'en défend), dévoile un pan entier de l'histoire économique et politique du Gabon en abordant sans concession les secrets de sa réussite. Pour la première fois en 50 ans de carrière, le patron le plus discret et (sans doute) le plus influent du pays connu pour son franc-parler, affectionnant peu les journalistes, a (enfin) accepté de répondre à nos questions lors d'un entretien exclusif.

Propos recueillis par Lin-Joël NDEMBET
et Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'Union : Monsieur Christian Kerangall, vous êtes présenté comme un personnage discret, exigeant, grand boss et un brin autoritaire. Qu'est-ce qui peut justifier subitement ce pan entier de votre vie que vous dévoilez avec des révélations souvent fracassantes (et croustillantes pour les journalistes) sur l'histoire économique et politique du Gabon dans l'ouvrage que vous venez de publier ?

Christian Kerangall : Merci de m'interviewer suite à la parution de mon livre-mémoire. Je suis effectivement discret, voire secret, mais pour la bonne cause, celle de la pudeur et de la non-personnalisation de mes fonctions et actions. J'ai 73 ans, et cela fait plus de 60 ans que j'observe le monde dans lequel nous vivons. Cela fait aussi plus de cinquante ans que je construis ma vie sans informer les gens proches de moi de ce en quoi je crois et de ce en quoi je consacre ma vie. Cela fait plus de cinquante ans que je suis présent au Gabon pour le meilleur et pour le pire, comme on dit. J'ai failli disparaître des suites d'un cancer du poumon en 2013, sans laisser un mot sur la porte pour les générations futures, qu'elles soient, ces générations, familiales, professionnelles voire nationales et institutionnelles. J'ai ressenti comme un dernier devoir universel de transmettre mon ressenti sur des choses concrètement vécues. Surtout d'essayer de comprendre pourquoi nous laissons un monde très agité, alors que nous avons la totale liberté de faire beaucoup mieux. Enfin, et surtout, d'essayer d'apprécier comment espérer pour demain en corrigeant nos errements du passé...

... N'est-ce pas une sorte de testament ?

Vous dites que je fais des " révélations fracassantes, croustillantes pour l'histoire économique et politique " on voit bien en vous les journalistes professionnels qui adorent le scoop. Je ne parle dans mon livre que de choses que j'ai personnellement vécues et observées dans mon quotidien. Il est vrai que j'ai eu un quotidien un

peu exceptionnel. Le fait que nous puissions en parler ensemble ce jour montre bien que vous comme moi ne devons pas nous sentir coupables de parler de notre pays au fond des yeux. Vous avez remarqué que j'étais sur des phases longues d'analyse... 25 ans par cycle pour l'économie, 11 ans pour le politique. J'ai essayé de regarder le temps et non ma montre. Je lis vos Makaya et les dessins de Lybek dans L'Union depuis plus de 40 ans et vous y avez révélé tous les aspects de notre vie en société " depuis... depuis " comme on dit chez nous. Si seulement 10 % de toutes les observations de Makaya avaient été suivies d'effet, notre société serait profondément changée. L'avantage, dans notre pays, c'est que chacun de nous est tout nu devant les autres. Je voulais, en écrivant mon livre, compléter ma nudité actuelle par celle de mon histoire antérieure pour montrer aux jeunes générations que je ne suis ni polytechnicien, ni énarque. Mes parents n'étaient pas milliardaires, je ne suis donc pas né avec une petite cuillère en argent dans la bouche, mes études ont été limitées. Mais que par le travail, par la prise de connaissance tout au long de ma vie, avec des rencontres d'amis d'exception, en particulier des compatriotes du Gabon, avec la passion aux tripes, on pouvait s'élever et vivre un destin choisi.

Votre ouvrage s'intitule " Mémoires en noir et blanc ". Pourquoi le choix de cette titraille ? À quoi fait-elle référence ?

Je viens d'entendre le mot titraille. Il est rarement utilisé hors du contexte presse. Pourquoi ce titre ? J'ai longuement réfléchi. J'ai envisagé " Du caniveau au marigot ", mais cela ne paraissait pas positif, " Blanc comme nègre " mais Omar avait déjà utilisé ce titre pour un de ces livres, " Le bantou banc ", mais cela était trop " régional ". In fine, après les premières relectures avec mes amis gabonais, ce titre est apparu naturellement bien que tardivement. Il y a référence à ma double culture franco-africaine. Ce titre faisait aussi référence à la notion de vérité. Je n'y ai pas mis de couleurs pour enjoliver les faits. Je dis les choses et les écris noir sur blanc.

En lisant votre livre, on découvre que vous êtes arrivés au Gabon, le

3 janvier 1970 à 21 ans avec comme toute fortune l'équivalent aujourd'hui de 150 000 FCFA. Comment évaluez-vous aujourd'hui votre itinéraire ? Quelle est votre plus belle fierté après plus d'un demi-siècle dans les affaires ?

(Rire...). Vous faites comme le journal Forbes, vous exagérez mon capital initial... Ce n'est pas 150 000 CFA de l'époque mais 49 000 CFA seulement. Grâce aux " Bon pour " j'ai pu finir mon premier mois de présence. Mon parcours ? Je ne suis qu'un passager qui a essayé de servir au mieux les entités qui lui ont été confiées par ses pairs. Ma plus belle fierté ? D'avoir participé au développement ou à la création de sociétés pérennes, Sogafric, 67 ans, BGFI plus de 50 ans, ainsi que toutes leurs filiales et, surtout, après m'être retiré du quotidien, pouvoir les voir continuer à vivre avec force et vigueur. Évidemment, je ne peux oublier qu'avoir participé au succès de l'organisation de deux Coupes d'Afrique des Nations de football au Gabon est ma consécration en fin de vie. Je suis très sensible à notre responsabilité sociétale individuelle pour pérenniser les choses au-delà de soi-même. C'est un peu le message de mon livre pour nos jeunes générations et notre pays aussi...

... Soit. Avant de revenir sur la CAN, la dévaluation de FCFA actée le 12 janvier 1994 est beaucoup évoquée dans votre ouvrage. Pourquoi ce tournant de l'histoire économique des anciens territoires français d'Afrique en général et du Gabon en particulier est-il aussi important ? Le Gabon a-t-il vraiment frôlé la faillite avec le départ des grands groupes occidentaux ?

Vous posez deux questions très différentes. La dévaluation est pour moi un moment économiquement très fort et très douloureux. Car, en 24 heures, notre monnaie a perdu la moitié de sa valeur, la dette a doublé et nous n'avions pas le droit d'augmenter les salaires de plus de 15 %. Mes premières simulations estimaient que l'inflation en 1994 serait de 44 %... 15 % sur les salaires et 44 % sur l'inflation... cela se passe de commentaires sur l'atteinte au pouvoir d'achat de nos populations. Aujourd'hui les débats animés dans le monde sur ce sujet

médiatique de l'instant et pour des chiffres sans commune mesure avec ceux que l'on nous a fait subir. Je vais vous révéler un secret.

... Lequel ?

J'ai longtemps cru que l'Afrique de l'Ouest souhaitait cette mesure de dévaluation. Je n'ai appris que bien plus tard que le président Houphouët-Boigny était contre. Les faits le confirment. Il est décédé en décembre 2013 et la dévaluation est intervenue quelques jours seulement après sa mort. Plus précisément en janvier 1994. Mais le secret n'est pas là. À l'époque nous avons fait notre travail d'information technique auprès d'Omar. Nous lui avons fait parvenir la stratégie suivante : si la dévaluation devenait inéluctable, et que, soi-disant c'était bon pour notre pays, nous lui suggérions de négocier que notre dette ne devrait pas dépasser 60 % après cette opération.

Voici notre argumentaire vis-à-vis des autorités concernées : à l'époque il n'y avait pas l'euro mais les critères de convergence de Maastricht (inflation X %, déficit budgétaire 3 %, dette 60 % du PIB). Il suffisait qu'Omar signe son accord sur la dévaluation en précisant que, en symétrie des critères valables pour les Européens, toute dette au-dessus de 60 % serait annulée. Il n'en fut rien. Nous sommes alors entrés dans une période de forte agitation. Sont-ce les conséquences de cette décision qui ont éloigné les groupes français ? Je ne le crois pas. Nous étions à la fin d'un cycle économique où l'herbe paraissait plus verte aux Etats-Unis et dans les pays de l'Est de l'Europe après l'effondrement du mur de Berlin... Mais le mur n'est-il pas, in fine, tombé un peu sur nous alors que nous étions du bon côté théoriquement ? Pour répondre plus précisément à votre question sur ce point, le départ des grands comptoirs français n'aura pas provoqué la faillite du Gabon car, comme pour la nature, l'économie n'aime pas le vide. De ce fait, la dévaluation et le départ des grands comptoirs ont été des faits générateurs de notre premier " coup de maître " dans l'opération Komo, comme aujourd'hui le départ des banques françaises pour donner de l'espace à BGFI demain.

Vous dites que l'expérience de l'or-

ganisation des trois CAN 2012, 2017 et U17 en 2017 vous ont permis " d'ouvrir les yeux sur les réalités du quotidien autour d'un président ". Quels enseignements tirez-vous de cette expérience ?

Vous posez la véritable question qui aurait pu me faire écrire un livre spécifique. Jusqu'à la CAN de football en 2012, j'ignorais tout du pouvoir et de son environnement. J'étais dans la facilité dans ma relation avec le chef de l'État, Omar Bongo Ondimba, et surtout, j'avais des courroies faibles de transmission pour lui faire part de mes analyses sur les sujets stratégiques, et lui savait où me trouver si besoin. Je

« Le Chef n'était responsable de tout, nous tous responsables de tout »

n'étais qu'un agent économique. Pour moi le Chef était responsable de tout. Erreur fatale de jugement de ma part. Tout a changé pour moi quand je suis devenu Haut-Commissaire, avec les pouvoirs du chef de l'État, pour une mission difficile : la CAN 2012. Cela a commencé par la signature du décret de nomination... nous étions plus que dans l'urgence et la rédaction du décret a mis 4 mois, de novembre 2010 à février 2011, tant les turpitudes autour étaient fortes. J'ai été obligé de dire au président qu'à la Présidence le papier carbone ne reproduisait pas comme les originaux. Sa volonté forte de réussir a été le seul message qu'il m'a donné. Le décret intégrait cette volonté définie ensemble. Il l'a respectée sans faille et nous avons réussi. Donc, si nous appliquons avec rigueur, professionnalisme et patriotisme les plus hautes volontés, on réussit. Alors, ce qui est possible pour un événement exceptionnel par sa complexité, doit l'être aussi pour l'émergence de notre pays. Donc, après cette expérience, j'ai dû revoir mon jugement, le Chef n'était pas responsable de tout. Mais nous tous responsables de tout, et en particulier ceux à qui une confiance et une autorité leur ont été données. **Que répondez-vous à ceux qui vous soupçonnent de vous être enrichi également pendant ces 3 CAN ?**

Quant à ceux qui m'accusent de m'être enrichi... Je vous épargnerai d'être devant moi des journalistes, voire des "journalards"... Un peu de pudeur, j'ai travaillé 5 ans pour notre pays pour les 3 CAN, avec un cancer en rémission et n'ai rien demandé, même pas mes défraiements. C'était le prix de ma liberté d'action. Par contre oui, je me suis enrichi de choses non monétaires lors de ces années CAN. La première, c'est celle que l'on a évoquée juste avant quant aux difficultés que peut rencontrer le chef pour réussir, la seconde c'est lorsque l'on joue collectif pour le pays on peut réussir et, les "Cocaniens" l'ont montré, la troisième, en tant qu'investisseur je continue à croire en notre pays et surtout à penser que tous ensemble nous réussirons. On se connaît tous. **À travers votre long vécu au Gabon, vous dites je cite: " Les blocages et les freins à l'émergence ont des causes culturelles ". Qu'entendez-vous par là ?**

J'en ai déjà parlé abondamment plus haut sur l'environnement du Chef. Les

pas tout. Mais nous es de tout...»

mousquetaires doivent le servir, et servir le pays, et non se battre entre eux. On a perdu le sens du bien collectif, du travail d'équipe, des valeurs. La politique et le miang y sont pour l'essentiel responsables. On est, de plus, déchiré entre plusieurs modèles institutionnels qui ne sont pas forcément le reflet de nos cultures. Il nous faut dessiner collectivement un modèle institutionnel qui corresponde à nos manières de bien vivre ensemble. Mais, pour cela, il faut le faire tous ensemble. Sans vouloir à tout prix, et bien souvent par pression extérieure, adopter un être hybride à nos conceptions. Il y a par contre des côtés positifs qu'il convient de garder. Il n'y a pas d'EPADH au Gabon, les vieux sont respectés et meurent près des leurs, les vieux ne sont pas victimes de la canicule, les enfants orphelins n'existent pour ainsi pas car, dès leur plus jeune âge, ceux-ci appellent leurs oncles papa.

Votre verdict des années Bongo père et fils est sans concession: " De 1998 à 2009, Omar n'a pas réussi à faire émerger le Gabon. De 2009 à 2020, Ali n'a pas fait mieux. Avec les paramètres actuels, si rien ne change, l'avenir risque d'être du même tonneau ". Selon vous, que faut-il changer dans la gouvernance actuelle du pays pour espérer un

véritable décollage économique ?

Verdict sans concession peut-être, mais avec une intime et forte conviction, après mon expérience de Haut-Commissaire. Pour en avoir parlé longuement plus haut, ce ne sont pas nos deux présidents qui sont mis en accusation, mais les raisons pour lesquelles ils ne peuvent réussir à faire décoller le pays. Je vous vois déjà être fébrile car, je parle avec franchise de nos plus Hautes Autorités (Rire). C'est mon devoir de loyauté vis-à-vis de notre pays. N'oubliez pas, dans mon livre, mon admiration argumentée pour Omar. Il faut, je me répète, que les mousquetaires appliquent les volontés de réussir du Chef sans faille, ne se battent pas entre eux et que nous tous nous croyions en la possibilité de construire un bonheur collectif en y participant tous individuellement. Mon intime conviction, là aussi, est que c'est possible. Je sais ce que voulait faire Omar dès 1998, je sais ce que voulait faire Ali dès 2009, je sais ce que nous n'avons pas pu réaliser depuis près de 25 ans. Je sais ce que nous voulons et pouvons faire tous ensemble pour transformer le pays en 25 ans. Mais je m'arrête là car, je commence à parler comme un tribun politique. Ce qui est loin de mes intentions. Par contre, je serai toujours disponible pour participer à un comité des sages, représentatif de 80 % de notre population, et en être un " doungourou " pour notre bonheur futur.

De par vos anciennes fonctions au sein du patronat gabonais, vous êtes une personnalité centrale dans la compréhension des enjeux économiques entre le Gabon et ses différents partenaires économiques. Que pensez-vous des relations économiques entre le Gabon et la Chine? L'endettement du Gabon vis-à-vis de ce géant asiatique sera-t-il un jour préjudiciable à l'avenir économique du pays ?

Deux questions en une, la Chine et la dette. L'ouverture du Gabon à d'autres acteurs est une bonne chose. Mais comme tous les pays, chacun voit ses intérêts. Et c'est humain, logique et normal. À nous de mettre en face de tous nos partenaires des compétences qui vont défendre les intérêts de notre pays. Quant à la dette, il faut être deux pour qu'il y ait une dette, un prêteur et un emprunteur. Le danger qui transpire dans votre question est le suivant: est-ce que les conditions dans lesquelles nous obtenions des prêts pour des travaux de qualité moyenne et la facilité à leur accession ne compromettent-elles pas la réalité de la valeur de ces investissements et demain notre dépendance à cette dette? Nous avons les hauts cadres

de l'Administration qui sont capables d'apprécier cela à la condition qu'ils soient libres de leur jugement.

Le groupe Sogafric entre dans sa 3e génération avec le passage de témoin à votre progéniture et à celle des fondateurs et partenaires historiques. Que répondez-vous à ceux qui disent que Sogafric est uniquement une affaire de famille dont la gouvernance est réservée aux " fils à papa " ? La France, votre pays d'origine, peut-il durablement maintenir ses intérêts économiques au Gabon ?

Très bonne question. Vous allez voir que là vous soulevez des sujets lourds: la responsabilité sociétale de la pérennité des affaires, le renouvellement harmonieux des générations, les stratégies industrielles à très long terme. Je ne suis pas le fils du fondateur, Robert Boutonnet, et Romain Boutonnet qui m'a remplacé n'est pas le mien. Par contre, nous sommes un ensemble de familles entrepreneuriales, loin de l'image de l'entreprise familiale. Il y avait 5 familles et 14 enfants au début. Seuls 3 enfants nous ont rejoint en troisième génération. Nous avons eu des exigences extrêmes pour qu'ils prétendent nous succéder. Faire des études supérieures, se vendre ailleurs, parler plusieurs langues, aimer le Gabon et l'Afrique et, enfin et surtout, respecter ce que nous y avons fait avant eux. Si c'est cela être fils à papa je partage. Mais je ne pense pas que vous l'utilisiez dans ce sens (rire). Je vais vous poser aussi une question: depuis l'indépendance il y a 62 ans, quels sont les entrepreneurs gabonais qui ont construit un destin national, voire continental? Mis à part Henri-Claude Oyima à BGFI, Jean-Bernard Boumah à Ceca-Gadis, et quelques autres, je vois moins de 10 acteurs significatifs. Les raisons de cette situation sont presque les mêmes que celles qui bloquent notre destin sociétal. Quant à la dernière partie de votre question, je crois à un retour de la France et, surtout, de l'Europe dans les années à venir. Ce n'est pas parce que nous avons quitté l'intimité de la chambre pour le salon que nos destins ne sont pas liés.

Votre formidable réussite dans les affaires avec vos prises de participations dans de grandes entreprises à travers la Compagnie du Komo vous place, selon un classement établi par le magazine Forbes Afrique en 2019, à la tête de la 1re fortune du Gabon et de la 3e d'Afrique centrale. Que dites-vous de ces références sur votre fortune personnelle? Que voulez-vous dire en vous décrivant dans votre livre comme l'homme le plus libre du Gabon ?

Vous évoquez, je pense, le journal Forbes qui n'a toujours pas répondu à mon avocat pour connaître les sources de son article. Mon patrimoine personnel principal est connu et visible: 40 % de Sogafric et moins de 5 % de BGFI. Ah si, j'oublie ma villa où j'habite. Mais je suis l'homme le plus riche du Gabon. Mais pas de la richesse matérielle que vous évoquez. J'y ai mon histoire, mes amis intimes, ma liberté d'expression. Rien ne m'a empêché de faire ce que j'y ai fait. Tout y restera après mon départ, comme l'a fait le fondateur du groupe feu Robert Boutonnet... les entreprises, les constructions industrielles, les emplois, etc. La richesse, c'est comme sa vie ou sa foi, c'est ce qu'on en fait qui est important. Je suis le plus libre car, je n'ai aucune contrainte que connaissent au quotidien mes compatriotes, frères et amis gabonais. Vous les connaissez également, je ne m'étendrai pas dessus car, elles participent aux freins que vous évoquez plus haut.

Que voulez-vous que la postérité retienne de Monsieur Christian Kerangall ?

C'est un bien grand mot la postérité, cependant il va bien avec la pérennité. Je souhaite donc que la postérité retienne que j'ai fait le maximum pour que notre pays devienne un pays de bonheur, mais que comme Omar et Ali, j'ai peiné, mais qu'avec nos expériences passées et une analyse objec-

t i v e

de nos forces et faiblesses, plus une prise de conscience collective nous allons réussir tous ensemble. J'insiste, on se connaît tous et si 80 % se mobilisent, tout est possible. Il y aura toujours 20 % de gens qui sont pour ce qui est contre et, contre ce qui est pour.

